

AÏN-DEFLA

Tarik Ibn Ziad : une commune oubliée

Vaste commune de plus de 11 000 habitants, Tarik Ibn Ziad, située à l'extrême sud-est de la wilaya de Aïn-Defla, a été frappée de plein fouet par l'activité terroriste qui a entraîné un dépeuplement de toutes les campagnes environnantes et un exode massif vers le chef-lieu de la commune, une commune déjà confrontée à ses propres problèmes avec peu de ressources en dehors du petit élevage de montagne, notamment l'élevage caprin, une commune longtemps isolée et oubliée par le centre du fait de sa position à la périphérie.

Actuellement, les habitants se trouvent confrontés aux problèmes que rencontrent d'autres localités, mais ici avec plus d'acuité, à savoir l'alimentation en eau potable, les routes dégradées entre les différents douars tels que Tighzert, Bouradjaâ, Aghbal, Tagzoult que séparent des kilomètres, le manque de logements, ceux qui existent sont on ne peut plus précaires, et une couverture sanitaire très déficiente.

Il faut dire que la commune a bénéficié d'un programme de 500 logements dans le cadre de l'habitat rural, avec l'exode des années 1990 et même au-delà, ce nombre s'avère bien insuffisant pour satisfaire les quelque 700 demandes en instance. Pour le moment, indique-t-on, dans le cadre du logement social, 180 unités vont être lancées, 90 sont en cours de réalisation et 10 achevées.

Le grand problème pour de nombreux habitants, pour pouvoir bénéficier de l'aide de l'Etat au logement, c'est qu'ils doivent justifier d'un titre de propriété du terrain, une condition que beaucoup d'entre eux déclarent ne pas pouvoir remplir du fait qu'ils n'ont pas de terre.

Pour lever ce handicap, lors de sa première visite dans la commune, le 3 janvier, le directeur de l'urbanisme a instruit le P/APC de délivrer aux concernés des attestations d'attribution de parcelles de terrain et au DUC de leur établir des permis de construire, étant donné, fait-on savoir, que la commune n'a pas encore été cadastrée, le règlement donc l'autorise.

Par ailleurs, sur le flanc ouest de la ville, face au nouveau centre-ville, Tanout, s'accroche un bidonville d'une quarantaine d'habitations où les habitants seraient prêts à réintégrer leurs

terres d'origine, mais sollicitent la réouverture d'un cantonnement de la garde communale, ce à quoi le wali a répondu qu'il ne fallait plus y compter, ce corps ayant été dissous.

Tout le monde ici se rappelle qu'en 1997, 29 personnes avait été tuées toutes égorgées. Sur un promontoire qui surplombe la ville, un CEM de 15 classes avec 2 salles de laboratoires est en cours de réalisation, et la Dlep (Direction du logement et des établissements publics) s'est engagée à ce que la nouvelle structure pédagogique soit livrée à la rentrée 2011. Certes à Tarik Ibn Ziad il existe un autre CEM mais il a atteint et même dépassé les limites de sa résistance et sa saturation.

C'est une construction en préfabriqué qui fonctionne avec 900 élèves et 27 divisions pédagogiques alors qu'à l'origine elle a été conçue pour fonctionner avec 13 divisions seulement ; c'est dire combien les conditions de scolarité pour les enfants de Tarik sont loin d'être idéales.

Cette structure continue à fonctionner en attendant la livraison du nouvel établissement, pour qu'elle soit détruite et remplacée par une autre en dur.

Les conditions de scolarité resteront donc les mêmes, en attendant... Les habitants de Tarik évoquent avec une grande nostalgie l'époque d'avant-1990 et vous parleront de Aghbal, une localité située à 25 km à l'est de la ville, où rien ne manquait : de l'eau en abondance coulait de plusieurs sources, de riches pâturages où l'élevage bovin et caprin surtout, était prospère, les habitants de cette sorte d'eldorado s'adonnaient aussi au maraîchage, à l'arboriculture et à l'apiculture.

A cette époque, on ne manquait de rien, «on était riches». Mais Aghbal a été totalement désertée depuis et la route qui y mène n'est plus carrossable, totalement dégradée sur 20 km à partir du lieu-dit Bouradja et même au-delà d'Aghbal, jusqu'à Hamzet.

Pour aller à Aghbal, les habitants de Tarik Ibn Ziad doivent prendre la RN14 jusqu'à Bir Ould Khelifa, puis passer par Oued El-Djemaâ et remonter vers Aghbal par une route de montagne nécessitant des véhicules spéciaux pour l'emprunter surtout par temps de pluie, soit un détour estimé à 76 km, et traverser deux autres communes

voisines. Les travaux de réhabilitation des 20 km jusqu'à Aghbal ont bien été entrepris puis se sont arrêtés. Après de nouvelles négociations entre le directeur de l'exécutif de la wilaya, lundi dernier, sur le site même, l'entrepreneur désigné a promis que le tronçon des 20 km soit achevé et livré à la circulation dans un mois. Ainsi les anciens habitants d'Aghbal pourront retourner sur leurs terres sans avoir à faire le détour des 76 km, avec l'espoir de pouvoir reprendre leurs activités, renouer avec leurs sources de vie. Tarik Ibn Ziad c'est aussi ce douar, El Brarma, à 2 km à la sortie sud de la ville, un douar où les aveugles ne se comptent plus.

Trop nombreux sont les natifs de ce douar qui naissent voyants mais qui voient leur vue baisser dès l'âge de la puberté jusqu'à atteindre la cécité inexorablement. Nombreux aussi ceux parmi eux que vous verrez sur les bords de la route, attendre l'aumône des usagers de la route. Plusieurs délégations s'étaient déplacées sur les lieux, pour examiner ces cas, pour conclure à des problèmes de consanguinité.

Karim O.

COMPLEXE ARCELORMITTAL EL-HADJAR ANNABA

2011, une année cruciale pour le devenir du partenariat

N'ayant pas bénéficié de rénovation sérieuse ces dernières années, les installations du complexe ArcelorMittal El-Hadjar présentent actuellement un risque potentiel d'explosion.

C'est ce qu'affirme le secrétaire général du syndicat d'entreprise, Smaïl Kouadria. A l'arrêt depuis près d'une année pour la même cause, suite à une intervention du wali de Annaba, craignant pour la vie des travailleurs et des populations des agglomérations limitrophes du complexe, la cokerie attend toujours d'être réhabilitée ou carrément renouvelée. Le rapport final de l'expertise faite par des experts étrangers se fait toujours attendre.

A ce problème de cokerie qui ne représente pas une priorité, selon le DG, Vincent Le Gouic, arguant du fait que le coke nécessaire au fonctionnement du haut fourneau peut être importé des autres unités du groupe implantées à l'étranger, s'ajoutent aujourd'hui d'autres risques. Il s'agit de la vétusté avancée de l'ensemble de la zone chaude

du complexe (haut fourneau n°2, ayant dépassé sa durée de vie de deux ans, l'agglomération, les aciéries 1, 2 et 3, notamment). Pour le haut fourneau n°2, surexploité en raison de l'arrêt du n°1 depuis des années, le DG, qui reconnaît la multiplication des fissurations, fait savoir que des travaux de sa remise en état seront entamés à partir du mois de mars prochain.

Avant cela, et dès le mois de janvier 2011, un nouveau convertisseur pour l'aciérie n°1 sera fonctionnel alors qu'un plan d'investissement concernant l'ensemble des installations, principalement le HF n°2, interviendra en 2013, précise la même source. Seront-ils suffisants pour permettre à cette importante installation du complexe de fonctionner sans aucun risque, s'interrogent les représentants des travailleurs pour qui «ces promesses resteront sans lendemain».

Ils expliquent que depuis l'avènement du partenariat avec l'indien Mittal en 2001, très peu de choses ont effectivement vu le jour au sein du complexe.

Le partenaire étranger qui détient pourtant 70% du capital social de l'entreprise, contre 30% au profit du groupe étatique Sider, n'a pas mis beaucoup d'argent dans la rénovation des installations du complexe. Il s'est contenté d'engranger des bénéfices énormes au détriment de l'Etat algérien, expliquent-ils.

Reprochant aux pouvoirs publics le peu d'intérêt accordé au devenir de leur outil de travail, ils espèrent qu'une évaluation sérieuse sera faite lors des négociations prévues courant 2011 avec le groupe du Luxembourg. «Même si nous n'avons pas beaucoup de visibilité concernant la démarche des autorités concernées par ces négociations, nous sommes en train de préparer tout un dossier sur les dix années de ce partenariat pour le soumettre à qui de droit, dont la Centrale syndicale, afin de mieux éclairer ceux qui auront la charge de négocier au nom de l'Etat algérien», soulignent les représentants des travailleurs.

A. Bouacha

AÏN-TÉMOUCHENT

Le cancer du sein gagne du terrain

Devant le nombre croissant de femmes atteintes du cancer du sein, près de 500 cas dans la wilaya de Aïn-Témouchent, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), agence de la wilaya de Aïn-Témouchent, a pris une initiative louable en ouvrant un guichet au niveau du centre payeur n°2, situé au centre-ville, pour la fixation de rendez-vous au niveau du Centre régional d'imagerie médicale (CRIM) situé à Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen.

Devant l'ampleur de cette maladie, le guichet en question a entamé une opération d'enregis-

trement des femmes assurées en vue de faire gratuitement le dépistage au niveau du CRIM.

Selon le directeur de la Cnas, le nombre de personnes atteintes de cancer a atteint 499, et le cancer du sein vient en première position, il menace généralement les femmes âgées de plus de 40 ans d'où l'opportunité de cette opération qui s'inscrit dans une stratégie nationale. La présidente de l'association El-Fedjr d'aide aux personnes atteintes du cancer

de la wilaya de Aïn-Témouchent, M^{me} Berrichi, s'est montrée satisfaite de l'initiative de la Cnas et a préconisé d'assurer le transport des femmes concernées par le dépistage au CRIM de Maghnia, car, selon elle, la majorité d'entre elles sont issues de familles nécessiteuses, et le transport leur revient extrêmement cher.

S. B.

MOSTAGANEM

Trois centres de recherche scientifique pour les élites

En marge de l'installation d'une cellule d'information et de communication au niveau de l'université Abdelhamid-Benbadis, le recteur de l'université, le professeur Seddiki Salah Eddine, a présenté les actions projetées à l'avenir pour le renforcement des capacités de recherche de l'université : la réalisation d'un centre national pour la protection des cellules souches dans la localité de Mazagan, d'une ferme pilote pour l'aquaculture à Stidia et d'un centre national pour la protection des ressources en eau qui sera implanté dans un terrain dont l'assiette foncière sera très prochainement déterminée.

Le démarrage effectif de ces trois centres se fera durant l'année en cours afin de faciliter la mobilité de l'enseignant et le lancement d'une opération «jeunes chercheurs» parmi les étudiants en master et doctorat qui ne demandent qu'à être encouragés et soutenus tout en tenant compte des potentialités naturelles existant dans la wilaya de Mostaganem. Plusieurs domaines de recherche s'offrent à ce niveau et les filières sont nombreuses : la faune et la flore, l'écologie, etc.

A. B.